

Ni essence, ni balles d'entraînement pour les flics, tout pour les "migrants"

écrit par Dorylée | 19 octobre 2016



Nous aimerions que les forces de l'ordre et les pompiers aient le droit de retrait, le droit de ne pas intervenir dans les zones de non-droit ?

Pas question, dit le Directeur de la police nationale qui obéit servilement à Cazeneuve :

Les policiers n'ont pas ce droit. Ils sont tenus d'intervenir sur la totalité de leur espace de compétence ou changer de boulot.

Cette nuit, il on exprimé leur ras le bol et leur directeur général a déclaré que *» Par ce comportement, ils fragilisent la police nationale et fragilisent aussi chaque policier »* . Une chose est sûre, ce mec là n'a pas fragilisé le déroulement de sa carrière en défendant ses bonhommes.

Une demi-heure de manifestation et ils fragiliseraient leurs collègues et la police ? Parce qu'ils ne sont pas fragilisés

par l'interdiction qui leur est faite de se défendre et de tirer sur les racailles ?

Parce qu'ils ne sont pas fragilisés par l'arrivée en masse sur notre territoire de possibles délinquants et donc probables occupants de prison ?

Parce qu'ils ne sont pas fragilisés par l'arrivée en masse sur notre territoire de clandestins qui pompent tout l'argent disponible, réduisant les forces de l'ordre à quia, forces de l'ordre obligées de marchander l'essence dont elles disposent, et s'entraînant au tir sur leurs propres deniers parce que le nombre de cartouches auxquelles ils ont droit est dérisoire ?

Pendant ce temps, l'essence coule à flot pour transporter des étrangers en situation illégale sur des centaines de kilomètres et les bichonner...

Pendant ce temps des centaines de policiers sont mobilisés pour assurer la sécurité des clandestins et celle de ceux qu'ils pourraient agresser...

Pendant ce temps les gauchistes tiennent la rue et servent de milice aux socialistes au gouvernement...

Pendant ce temps, les défenseurs de la patrie sont interdits de manifestation...

Tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien...

Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs dizaines de voitures de police ont perturbé la circulation sur les Champs-Élysées à Paris. Les policiers entendaient faire part de leur mécontentement envers le gouvernement. Une initiative pas vraiment du goût de la hiérarchie. Une enquête a été ordonnée par le directeur de la police nationale, qui évoque un « comportement inacceptable » de ses troupes.

Le directeur de la police nationale a ordonné une enquête sur [la manifestation sauvage de policiers](#) dans la nuit de lundi à mardi sur les Champs-Élysées à Paris, où les forces de l'ordre ont exprimé leur mécontentement envers le gouvernement.

Un comportement « **inacceptable** » pour le directeur de la police

Dans un communiqué, le directeur de la police nationale Jean-Marc Falcone dénonce le « **comportement inacceptable** » des policiers qui, malgré leur devoir de réserve, ont manifesté dans certains alors qu'ils devaient être en service ou avec des véhicules de la police. « **Ces modalités de l'expression publique des policiers étaient contraires à leurs obligations statutaires. Par ce comportement, ils fragilisent la police nationale et fragilisent aussi chaque policier** », écrit-il.

Une enquête a été confiée à l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) afin de « **déterminer et de préciser les manquements individuels aux règles statutaires** », précise-t-il.

« **La question des sanctions viendra après** », a précisé sur *RTL* Jérôme Bonet, le porte-parole de la police nationale, tout en assurant que la colère qui s'est exprimée dans la nuit « **est comprise** ».

Dix jours après l'attaque au cocktail Molotov contre un équipage de police à Viry-Châtillon, près de 500 policiers, en tenue civile, ont circulé à bord de véhicules, gyrophares allumés, autour de l'Arc de Triomphe ainsi que sur l'avenue la plus célèbre du monde, avant de chanter la Marseillaise.

Chose rare, les policiers frondeurs ont manifesté spontanément, hors de tout cadre syndical. Les manifestants reprochent au Premier ministre Manuel Valls et au ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve de multiplier les déclarations mais de ne pas leur donner réellement les moyens humains et matériels d'exercer leurs missions.

« **Effet de manche** »

Le rassemblement, auquel participaient de nombreux policiers de l'Essonne, le département où se trouve Viry-Châtillon, avait débuté vers 23 heures devant l'hôpital Saint-Louis où est hospitalisé un adjoint de sécurité très [grièvement brûlé le 8 octobre par un cocktail Molotov.](#)

Le lendemain de l'attaque de Viry-Châtillon, Manuel Valls et Bernard Cazeneuve s'étaient rendus dans des commissariats du département.

Le Premier ministre a ensuite annoncé le 11 octobre de nouvelles mesures de protection des policiers intervenant en zone sensible, avec la sécurisation des véhicules et des équipages. Mais les syndicats de police n'avaient pas caché leur

scepticisme.

Raillant la « **promenade médiatique** » de Manuel Valls et Bernard Cazeneuve à Viry-Châtillon, la CGT police a dénoncé un « **effet de manche** » et mis en doute la réalité des recrutements annoncés par le gouvernement.

« **Selon le rapport annuel annexé au projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour 2015 et la note d'analyse sur l'exécution budgétaire 2015, sortis le 25 mai 2016, et ce malgré les promesses de création de 9.000 postes, ce sont seulement 110 emplois qui ont été créés dans la police nationale et 280 dans la gendarmerie** », écrivait le syndicat.

Soutiens de LR et du FN

Bernard Cazeneuve s'est élevé contre la mise en doute des embauches annoncées, affirmant le 13 octobre à Lyon que le gouvernement avait bien créé 9 000 emplois depuis 2012, alors que la droite en avait supprimé 12 000 les années précédentes.

Les policiers en colère ont reçu en revanche le soutien d'élus Les Républicains, comme Eric Ciotti, ou du Front national, dont sa présidente Marine Le Pen.

Eric Ciotti, secrétaire général adjoint des Républicains, a dit dans un communiqué apporter son soutien aux policiers « **exprimant une nouvelle fois leur ras-le-bol face au manque de considération persistant de l'exécutif** ». « **Le laxisme tue. Les policiers excédés attendent des réponses fermes ! Où est le gouvernement ?** », déclare Marine Le Pen sur son compte Twitter.

<http://www.ouest-france.fr/societe/police/manif-de-policiers-le-directeur-de-la-police-ordonne-une-enquete-4566883>